



Big Pharma et paroxysme des antagonismes de classes au niveau mondial. D'autres choix de société sont possibles!

Publié le 30 décembre 2021 par Charlotte Balavoine



L'auteur signale l'attitude inadmissible des entreprises pharmaceutiques et des dirigeants politiques qui refusent la levée des brevets des vaccins contre la pandémie. Elle appelle à signer la pétition « Pas de profits sur la pandémie ».

Abstract :

The author points out the unacceptable attitude of pharmaceutical companies and political leaders who refuse the patenting of vaccines against the pandemic. She calls to sign the petition: " No profit

on pandemic”.

Sur les 1,8 milliard de dons de vaccins anti-covid promis par les pays riches aux pays du Sud, seulement 261 millions de doses – soit 14 % – ont été livrées à ce jour. C’est le bilan sans appel du dernier rapport de « The People’s Vaccine Alliance » paru le 21 octobre dernier. Les laboratoires pharmaceutiques occidentaux, quant à eux, n’ont livré que 12 % des doses qu’ils ont promises à COVAX, l’initiative conçue pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à avoir accès aux vaccins anti-covid. Alors qu’on met en place en France et en Europe la « troisième dose (rappel) », après avoir vacciné après de 70 % de la population, seuls 4 % de la population africaine a quant à eux, eu accès au vaccin.



Pourtant, tant que nous n’aurons pas atteint une immunité collective au niveau mondial, le virus continuera à circuler et muter, rendant au mieux temporaires les effets de la vaccination, au pire en la rendant inopérante si le virus devient résistant au vaccin. Dans le même temps, l’UE et notre gouvernement s’opposent avec acharnement à toute levée des brevets et transferts de technologies qui permettraient de distribuer largement le vaccin. C’est ce que demandent pourtant, depuis près d’un an et demi, plus de 120 pays au sein de l’OMC et des milliers d’organisations à travers le monde. Refuser le vaccin à l’humanité dans son ensemble équivaut ainsi à faire le choix de prolonger la pandémie.

Rappelons également qu’en 2020 les grandes entreprises pharmaceutiques, après avoir été largement financées par les fonds public, ont fait des profits record avec la commercialisation des vaccins. Record qu’elles battront de nouveau cette année



puisque chaque dose coûte de plus en plus cher à la Sécurité sociale : de 12,50 euros pour la première, on en est actuellement à plus de 19,50 pour la troisième.

Résumons donc. D'un côté les entreprises multinationales font un hold-up sur notre Sécurité sociale en augmentant comme bon leur semble les prix des vaccins. De l'autre elles organisent la pénurie pour les populations les plus pauvres et font durer ainsi la pandémie pour continuer à se faire toujours plus de profits. Tout cela quitte à être responsables de la mort de centaines de milliers de personnes supplémentaires et avec la complicité de nos gouvernants, à commencer par le président E. Macron. La crise sanitaire avec ses premiers de corvée avait déjà été un révélateur de l'intensification de la lutte des classes. On atteint ici un paroxysme. Le British Medical Journal, revue de référence du monde médical, va même jusqu'à parler de crime contre l'humanité.

Pourtant les solutions existent. Avec 375 autres organisations, nous sommes engagés depuis un an maintenant dans la campagne européenne « Pas de profits sur la pandémie », qui vise à demander la levée des brevets, la mutualisation des technologies et à remettre vaccins et traitements anti-covid dans les mains du public au lieu de celles des Big Pharma. Il faut continuer à signer et à faire signer massivement la pétition www.pasdeprofitsurlapandemie.eu en la mettant notamment dans tous nos tracts et affiches sur la santé, en faisant signer sur les marchés et pendant nos initiatives, ou encore par l'envoi de mails massifs à nos adhérents et sympathisants.

Au-delà, les enjeux de santé seront au cœur de la campagne électorale, Il nous faut avec force avancer notre proposition de pôle public du médicament à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Ne nous méprenons pas, nous sommes majoritaires à porter ces revendications au niveau national et mondial. Sortir la santé du dogme du marché est non seulement un choix de société mais aussi et surtout une question de bon sens. À nous donc de construire un rapport de force obligeant les tenants du pouvoir à nous écouter. Nous pouvons le faire en invitant par exemple à participer et à débattre au sein des comités des jours heureux tous les responsables associatifs, syndicaux et personnels qui sont engagés sur les questions d'accès à la santé et en leur présentant nos propositions. Plus jamais nos vies ne doivent être sacrifiées sur l'autel du profit. La lutte continue donc !

Pour citer cet article :

Charlotte Balavoine, [«Big Pharma et paroxysme des antagonismes de classes au niveau mondial. D'autres choix de société sont possibles!»](#), *Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, N° 39, décembre 2021.